

LE SOUTIEN DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA DEMOCRATIE EN 2005 - 2006: GUINEE

L'année dernière, la Guinée a réalisé des progrès dans le domaine des réformes politiques, et des améliorations au niveau de sa situation des droits de l'homme.

Seize des quarante-six partis politiques recensés, dont tous les principaux partis d'opposition, ont participé aux élections communales et communautaires organisées en décembre 2005 sur toute l'étendue du territoire national.

Les observateurs ont noté certaines améliorations par rapport aux élections présidentielles de 2003. Le Gouvernement a continué à limiter le droit des citoyens de changer leur gouvernement.

Bien que les partis d'opposition aient joui de plus de liberté de battre campagne et que tous les partis aient eu plus d'accès aux médias, de nombreux citoyens ont été privés de leur droit de vote parce qu'ils ne possédaient pas de cartes d'identité.

Les autorités ont arbitrairement détenu, et dans certains cas maltraité, plus de 200 politiciens et militants de partis. En général, les autorités ont rarement détenu les prisonniers politiques au-delà de quelques jours.

La police et les forces de sécurité ont blessé plusieurs personnes le jour de l'élection.

La stratégie des Etats-Unis pour promouvoir la démocratie et les droits de l'homme s'est focalisée sur la mise en place de la base pour une transformation politique pacifique et démocratique à travers un appui aux processus constitutionnels, sur la continuation et l'élargissement du dialogue national, et sur la libéralisation des ondes.

Les Etats-Unis ont encouragé le transfert du pouvoir aux civils et la succession constitutionnelle à travers le renforcement de l'engagement militaire et diplomatique, se sont concentrés sur le rôle potentiel de stabilisation de l'armée à travers une intervention dans le clivage entre civils et militaires, et ont encouragé les relations civilo-militaires, y compris les discussions politiques et les échanges sociaux.

Une stratégie globale de communication et de diplomatie publique des Etats-Unis a permis l'incorporation des messages d'avancement de la liberté et de la démocratie dans toutes les activités.

Les Etats-Unis ont aussi renforcé leurs interventions envers les jeunes, les femmes et les leaders religieux de confession musulmane.

L'Ambassade a constamment présenté la démocratie et les droits de l'homme comme étant la pierre angulaire de la politique des Etats-Unis.

Les responsables américains ont souligné cette priorité dans les discours et rencontres avec leurs interlocuteurs.

Les Etats-Unis ont soutenu la démocratie en formant les citoyens, les élus locaux et les représentants du Gouvernement, et en facilitant le dialogue à travers des médias et un électorat mieux informés.

Cette assistance a encouragé les citoyens à prendre part à la gouvernance locale, a soutenu l'amélioration des processus politiques dont des élections plus transparentes, et a encouragé les organisations de la société civile à fournir l'éducation civique et à plaider en faveur des intérêts des citoyens.

A la suite de l'engagement et des discussions constants menés par l'Ambassade, les leaders des partis d'opposition, qui avaient boycotté les élections passées, ont décidé de participer aux élections locales de décembre.

Le programme de gouvernance locale et les activités de la société civile ont renforcé la compréhension du processus électoral en créant l'intérêt, ont sensibilisé les citoyens sur leur droit de vote, et ont équipé les ONG pour agir en tant qu'observateurs formels des élections.

Près de deux tiers des ONG indépendamment sélectionnées pour servir en qualité de premiers observateurs nationaux des élections en Guinée ont reçu une formation et une assistance technique de la part du programme de gouvernance locale.

Le jour de l'élection, l'Ambassade a déployé 19 équipes d'observateurs comprenant des employés américains et guinéens en vue d'obtenir de précieuses perspectives du terrain.

L'importance des relations civilo-militaires dans le développement de la démocratie et dans la protection des droits de l'homme en Guinée a été une composante majeure de la coopération dans le domaine de la sécurité.

En mai, l'Ambassade a parrainé un séminaire de cinq jours couronné de succès et qui a regroupé 38 officiers supérieurs de l'armée et 36 civils venant de l'Assemblée nationale, des partis politiques et de différents ministères du Gouvernement en vue de mettre un accent sur les avantages de la bonne gouvernance et d'une armée responsable.

Les programmes militaires en cours ont mis en relief l'appréciation pour l'Etat de droit et les droits de l'homme.

Le décret présidentiel ouvrant les ondes de radio et de télévision aux privés a été le résultat du soutien diplomatique et programmatique réussi.

A travers divers formations et programmes de renforcement des capacités en faveur des groupes de médias, les Etats-Unis ont travaillé à l'accélération de l'application de ce décret.

Les programmes de diplomatie publique de l'Ambassade ont encouragé les individus à exprimer librement leurs idées, à exercer leur droit aux informations publiques, surtout celles qui concernent les actions, politiques et programmes du Gouvernement, et à comprendre et exercer leur droit de changer leur gouvernement.

Les programmes de l'Ambassade ont encouragé des discussions ouvertes sur tous les sujets liés aux relations américano-guinéennes et particulièrement les concepts occidentaux de démocratie et de droits de l'homme.

Les Etats-Unis ont parrainé la participation des Guinéens dans le Programme des Visiteurs Internationaux portant sur la démocratie et les droits de l'homme.

Les Etats-Unis ont financé deux séminaires de formation de journalistes d'une semaine chacun à travers une petite subvention accordée à une organisation locale qui s'occupe de la déontologie des médias.

Le premier a regroupé plus de 40 correspondants de l'Agence guinéenne de presse et de la radio nationale du Gouvernement de la Guinée.

Le second a concerné les représentants des douze stations de radio rurales guinéennes. Tous les deux ont réservé une place de choix aux sessions sur les rôles et responsabilités des participants dans le processus électoral.

Les journalistes ont développé des stratégies concrètes afin d'engager le Réseau national des journalistes pour la bonne gouvernance.

Une vidéoconférence numérique sur le renforcement des capacités des médias a été tenue en français par un journaliste américain basé à Paris.

Cette conférence a fourni aux journalistes un aperçu par rapport au reportage sur la corruption.

Les Etats-Unis ont mis en œuvre un programme de renforcement des ONG qui a inclus une campagne nationale d'éducation civique et une série de rencontres des conseillers municipaux, des formations axées sur les procédures électorales à l'intention des responsables des partis politiques à l'intérieur du pays, des formations

juridiques en faveur des associations professionnelles en Guinée, la gouvernance démocratique interne, les techniques de plaidoyer, et des formations techniques pour les professionnels des médias.

Toutes les activités menées par les Etats-Unis ont soutenu le renforcement et la collaboration avec les organisations locales.

En 2005, les Etats-Unis ont formé et renforcé plus de 2.788 organisations communautaires à la base.

En outre, les Etats-Unis ont travaillé avec 68 ONG régionales ou nationales pour aider à la mise en œuvre des programmes américains.

En conséquence, le Gouvernement et d'autres bailleurs ont noté un renforcement au niveau des capacités des ONG.

Le programme de gouvernance locale a fourni une assistance technique, des formations, et a aidé au développement du leadership en vue d'encourager la participation active des citoyens.

Il a aussi amélioré la performance des comités de gestion communautaire des institutions locales et des organisations rurales.

L'intervention de l'Ambassade a donné naissance à une ONG locale agréée et compétente et à une association nationale des organisations professionnelles.

Cette dernière a engagé la société civile et a atteint près de 175.000 personnes.

La focalisation des Etats-Unis sur le renforcement de l'Etat de droit a mis en relief l'une des questions les plus sérieuses en Guinée.

Grâce aux programmes financés par les Etats-Unis, une association nationale des organisations professionnelles a été créée, laquelle s'est engagée à réexaminer et à réviser les lois qui régissent les organisations professionnelles.

Bien que nouvellement créée, l'organisation a réussi à plaider en faveur de la libération d'un avocat arrêté.

En février 2005, un programme sur la corruption et la bonne gouvernance a connu la participation d'un représentant du ministère des Finances et a regroupé des membres de l'Assemblée nationale, des analystes financiers, des représentants des ONG et des médias.

Les Etats-Unis ont financé des projets visant à promouvoir les droits des femmes, des élèves et enseignants, et des victimes du VIH/Sida, à combattre les mutilations génitales féminines (MGF) et à effectuer des formations sur la résolution des conflits et la responsabilisation des médias.

Pendant la période couverte par ce rapport, l'Ambassade a financé une série innovatrice de pièces de théâtre radiophonique en vue d'élever la prise de conscience et promouvoir le dialogue sur les droits de l'homme et la protection des femmes et des filles.

Les Etats-Unis ont financé la création d'un centre pour la résolution des conflits à Macenta avec une attention à la Région forestière historiquement volatile.

Afin de combattre la torture et d'autres formes de violations des droits de l'homme dans les prisons, les Etats-Unis ont financé plusieurs ateliers regroupant des gardiens de prison et le personnel administratif, ainsi que des prisonniers choisis dans deux des plus grandes prisons du pays.

La promotion des droits des femmes et des minorités est cruciale.

Les Etats-Unis ont financé un programme visant à réduire les MGF dans les régions de Mamou et Labé.

Pour renforcer ces efforts, un participant au Programme des Visiteurs Internationaux a présidé en avril un colloque sur la prise de conscience par rapport au Sida et sur la tolérance à l'égard des professionnels de la santé, des ONG, des étudiants et des médias.

En juin, une production théâtrale dans un collège a porté sur le VIH/Sida et a servi de cadre aux jeunes pour dissiper le mythe sur la maladie et pour combattre la discrimination.

Pendant la période couverte par ce rapport, l'Ambassade a initié un partenariat avec le ministère de la Ligue islamique.

Les représentants des deux organisations se sont rencontrés régulièrement pour discuter des questions et développer des programmes d'intérêt mutuel.

Le directeur du Centre islamique de Kankan, la deuxième plus grande ville de la Guinée, a accordé une interview à la radio rurale de Kankan et a organisé une conférence dans son Centre au sujet de l'expérience très positive qu'il a acquise dans le cadre du Programme des Visiteurs Internationaux en août.

En juillet, un autre ancien bénéficiaire du même Programme a servi de modérateur pour la présentation de Hi Magazine aux imams, leaders communautaires et élèves.

En septembre, un exposé sur la traite des personnes a regroupé plus de 40 imams et autres leaders islamiques.

Un atelier de deux jours s'est servi du Guide de l'Education Civique, développé par la Mission, comme base pour les discussions et la formation des formateurs.

L'atelier a visé les membres de l'Association des Jeunes Musulmans.

En 2005, les Etats-Unis ont accordé trois subventions pour combattre la traite des personnes, conformément au plan d'action développé en partenariat avec les responsables du Gouvernement dans le but d'aborder le statut de la Guinée par rapport à la Liste de Surveillance du Niveau 2.

Les projets se sont intéressés à la prévention à travers une campagne nationale de sensibilisation publique et à la protection des enfants de la rue et d'autres victimes.

Pour compléter ces programmes en cours, les Etats-Unis, en collaboration avec l'OIM, ont regroupé en janvier 2006 plus de 30 participants venant de différents ministères gouvernementaux, des ONG et de la société civile pour un programme d'éducation sur la traite des personnes.

En mars, les Etats-Unis ont accordé à un ancien participant du Programme des Visiteurs Internationaux une petite subvention pour former les assistants sociaux, les policiers, les activistes des droits de l'homme et d'autres sur la traite.

En septembre, le programme " Traite des personnes : Visions américaine, guinéenne et islamique " a regroupé des religieux musulmans, des membres du Gouvernement, des médias et de la société civile pour démystifier les questions liées à la traite des personnes.